



# 9<sup>e</sup> Table Ronde Ministérielle

↓  
« Faire d'une vision la réalité :  
Imagination, innovation et  
implémentation »

Le Caire  
Égypte  
24 → 26 Mai  
2016

## Communiqué



↓  
En collaboration avec



↓  
Hébergée par



Egypt on the rise

la République arabe d'Égypte

↓  
Sous le patronage du



↓  
Organisateurs





## Communiqué

**La 9<sup>e</sup> Table Ronde Ministérielle eLearning Africa (TRM), intitulée « Faire d'une vision la Réalité : Imagination, Innovation et Implémentation », a été accueillie par la République Arabe d'Égypte et soutenue par le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et Creative DC.**



La Table Ronde Ministérielle a réuni les Ministres, Ministres Adjoints et représentants ministériels des ministères de l'Éducation de Base et Supérieur ; TIC ; Finance ; Science, Technologie et Innovation ; Jeunesse et Sports ; et Développement de l'Économie Numérique et de l'Emploi du Cameroun, Égypte, Éthiopie, Gambie, Guinée, Kenya, Liberia, Mali, Namibie, Rwanda Afrique du Sud, Soudan du Sud, Uganda, et du Zimbabwe.

Parmi les conférenciers et observateurs étaient également présents des représentants de grandes entreprises du secteur privé, d'organisations de développement et d'établissement universitaires. L'Union Africaine et la Banque Africaine de Développement furent conjointement représentées. La République Fédérale d'Allemagne était représentée par le Représentant Personnel pour l'Afrique de la Chancelière Angela Merkel, Günter Nooke.

La rencontre a porté sur le rôle des TIC appliquées à l'éducation et la formation dans la transformation de l'Afrique et faire de la vision Africaine de L'Agenda 2063 une réalité.

La journée fut divisée en quatre sessions, avec une ouverture assurant une fondation inspirée aux discussions à venir à propos du champ de l'innovation technologique dans l'éducation et du rôle du gouvernement comme catalyseur d'investissement et d'innovation. La session de fermeture fut dédiée à un débat ouvert sur les questions les plus importantes soulevées pendant la journée.

Les participants ont également échangé des exemples de bonnes pratiques de divers secteurs dans leurs pays.



## Session 1 : Visions de l'Avenir

Dans la session d'ouverture, présidée par Bhakta Prajesh, Chargé de Programme Pays à la Banque Africaine de Développement, les participants ont eu un aperçu de la gamme des initiatives envisagées ou actuellement engagées par l'Union Africaine et certains pays. Ils ont également discuté certaines priorités futures.

### Intervenants :

- H.E. Yasser ElKady, Ministre de la Communications et des Technologies de l'Information, Egypte
- H.E. Mallam Adamu Adamu, Ministère de l'Education, représentant le Vice-Président de la République Fédérale du Nigeria, le Professeur Yemi Osinbajo, Nigeria
- H.E. Dr Elham Ibrahim, Commission chargée des infrastructures et de l'énergie, Union Africaine, Commission de l'Union Africaine

### Observations :

- La session a pris acte des points clés de L'Agenda 2063 de l'Union Africaine – et particulièrement les '7 aspirations', qui sont :
  1. Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ;
  2. Un continent intégré, politiquement uni, basé sur les idéaux du Panafricanisme et sur la Vision de la Renaissance de l'Afrique ;
  3. Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, le respect des droits de l'Homme, la justice et l'Etat de droit ;
  4. Une Afrique pacifique et sécurisée ;
  5. Une Afrique dotée d'une identité culturelle forte, d'un héritage, de valeurs et d'une éthique partagés.
  6. Une Afrique où le développement est axé sur les populations, s'appuyant notamment sur le potentiel du peuple africain, particulièrement ses femmes et ses jeunes, et prenant soin des enfants ;
  7. L'Afrique, en tant qu'acteur et partenaire fort et influent sur la scène mondiale.
- L'Afrique est l'un continents les plus prospères du monde, en termes de croissance économique, avec une moyenne de 5% par an.
- L'Afrique est le continent le plus jeune, avec une population de 200 millions de jeunes entre 15 et 24 ans. Cela représente à la fois une énorme opportunité et un danger majeur, si l'objectif du changement n'est pas atteint.
- Le développement commun des capacités humaines et des infrastructures des TIC sont cruciaux pour le futur de l'Afrique.
- L'obstacle principal est de notre côté – Nous devons transformer notre système d'éducation, pierre angulaire de cette transformation, mais qui est, dans certains pays, lui-même au centre d'un processus de transformation.
- Nous pouvons utiliser les TIC comme outils pour transformer l'éducation.

### Recommandations :

- Nous devons planifier, motiver et conseiller pour réaliser nos aspirations.
- Nous ne pouvons attendre 2063 – nous ne pouvons pas nous le permettre. Nous devons saisir l'occasion de dépasser nos concurrents.
- Nous devons traiter tous les enfants sur un pied d'égalité.



- Nous devons nous concentrer à la fois sur la formation des futurs enseignants et sur celle des enseignants en fonction.
- Nous devons assurer une transition efficace d'une dépendance envers les enseignements traditionnels à un usage plus généralisé de l'elearning à travers l'Afrique.
- Nous devons bâtir un pont connectant les compétences acquises grâce à l'éducation et celles recherchées par le secteur privé et l'industrie à l'avenir.
- Message essentiel : nous avons besoin de résultats.



Pendant la pause-café, à la fin de la première session, les participants ont visité l'exposition eLearning Africa, où les exposants ont montré une variété de solutions nouvelles et des exemples de bonnes pratiques.

## Session 2 : Développements Technologiques: Opportunités et Challenges pour l'Education et la Formation

Présidée par Charles Sekondo, Directeur Executif de la Tanzania Global Learning Agency (TaGLA), cette Table Ronde a examiné les différentes manières dont la technologie affecte notre culture d'apprentissage et de travail. Les intervenants ont partagé leurs idées sur la manière dont les gouvernements devraient déjà anticiper et comment ils pourraient se préparer au changement.

### Intervenants :

- Donald Clark, Plan B Learning
- Sean Carroll, Directeur Principal, Creative Associates International
- Prof. Moses Oketch, Professeur en Politique Internationale de l'Education et Développement
- Jessica Colaço, Co-Fondatrice, iHub et Brave Venture Labs

### Observations :

- Les téléphones portables peuvent être une distraction. Nous avons misé nos espoirs sur de meilleurs téléphones portables pour régler nos problèmes. Il s'agit d'une mauvaise approche : nous devons peut-être nous concentrer davantage sur un contenu plus approprié : multilingue, Panafricain et infonuagique (cloud-based).
- Nous devons nous intéresser à ce qui peut être mis en œuvre dans les bonnes proportions. Il faut pour cela éviter d'accorder trop d'importance à la politique : écartons-nous et laissons les choses se faire.



- Les politiques sont importantes, mais les institutions peuvent souvent ralentir les initiatives et il nous faut avancer.
- Un lien plus clair entre renforcement des capacités, contenu et exécution des politiques est nécessaire.
- Il y a de grandes opportunités pour un développement des compétences mais nous sommes confrontés à un obstacle majeur dans cette mise en œuvre. C'est un moment propice pour l'Afrique – jeunesse, situation économique générale, l'assimilation rapide des technologies, surtout mobiles, sont de très bons indicateurs.
- La réalisation est souvent sapée par des enjeux plus généraux.
- Les systèmes d'éducation sont toujours issus de l'époque coloniale, nous forçant à nous adapter à des systèmes d'éducation 'empruntés' – nous devons changer cela et nous adapter aux tendances actuelles.
- La jeunesse doit renverser la tendance actuelle et s'approprier la technologie, afin d'en généraliser l'usage. Nous devons réfléchir à la manière de favoriser une rupture technologique.
- Une des discussions posait la question de savoir si l'Afrique a besoin de sa propre plateforme pour soutenir l'Éducation en Afrique - ou si les ressources qui seraient utilisées pour créer une telle plateforme ne seraient pas gâchées quand des plateformes et ressources gratuites existent déjà. Ne serait-il pas mieux de se concentrer sur des buts éducationnels, des problèmes politiques sérieux et une jeunesse insatisfaite ?
- L'Éducation est intrinsèquement fédératrice. Nous devons nous demander comment aller au-delà de nos normes standards.
- Il y a 3 facteurs décisifs : qualité, intégration, compétence.
- Les gens se focalisent sur différents angles d'apprentissage dans une perspective d'apprentissage mutuel – l'apprentissage mutuel fonctionnerait en soi, mais il y a toujours besoin de professeurs et d'instructeurs au niveau primaire.
- Davantage de réflexion est nécessaire concernant l'accès au big data, son interprétation et son échange.

#### Recommandations :

- Nous devons aller au-delà des seuls dispositifs techniques – on parle de résultats d'apprentissage, de connectivité et de contenu.
- Nous devons aller de l'avant et être plus autonome en termes de production de contenu national.
- Une politique efficace doit être construite sur des cycles de 16 ans plus que sur des bases de 5 ans.
- Nous devons travailler ensemble. «Les acteurs du monde du business doivent travailler avec les entrepreneurs. On ne peut pas faire un copier/coller les politiques et les méthodologies en Afrique – nous avons besoin de l'enseignement partagé (peer to peer).
- Nous avons besoin de personnes sur le plan politique pour créer un lien avec les entrepreneurs. Les événements, comme eLearning Africa, sont des plateformes essentielles.





- L'Afrique a besoin d'une approche plus équilibrée en ce qui concerne l'enseignement professionnel, plus que l'attention qu'elle porte actuellement sur les établissements universitaires et académies. L'Allemagne offre un exemple intéressant qui pourrait être suivi.
- Nous devons écouter nos jeunes. C'est un point vital, compte tenu de la jeunesse de notre population.
- Une réflexion plus poussée doit être menée sur les moyens de s'ouvrir à la technologie et de l'utiliser à notre avantage.
- Nous devons aider les jeunes et les étudiants à obtenir de la reconnaissance pour leurs compétences et leurs réussites. Nous devons donc réfléchir aux meilleurs moyens de récompenser et certifier ces réussites.
- Nous devons mettre au défi notre système actuel, largement hérité l'époque coloniale, et réfléchir à ce qui est plus adapté à nos besoins futurs.
- Il faut repérer les plateformes africaines de développement et les reproduire, le cas échéant.
- Nous avons besoin d'une approche innovante mais il n'est pas nécessaire de recommencer à zéro : il est parfois coûteux d'innover et mieux d'utiliser ce qui existe déjà.
- Il nous faut dépasser les barrières structurelles, comme les normes culturelles, les inégalités de genre et les questions d'approvisionnement.
- Nous devons changer les réglementations afin de supporter l'innovation – et reconnaître différents modèles d'activité.
- Nous devons définir les résultats, fixer les normes pour supporter les innovations entrepreneuriales et technologiques, les aider à prospérer.
- Nous devons nous assurer que nos politiques soient adaptées aux besoins locaux. Nous devons emprunter ce qui fonctionne et l'appliquer localement de manière à l'adapter à notre environnement.
- Nous avons besoin d'approches différenciées pour intégrer et utiliser la technologie.
- Il faudrait s'intéresser à la culture numérique et à l'intégration sectorielle pour développer les compétences. Nous devons enseigner les compétences d'acquisition des savoirs – apprendre à pêcher plutôt que d'apporter le poisson sur un plateau.
- Nous devons encourager l'apprentissage entrepreneurial à tous les niveaux.
- Nous devons observer la manière dont la Réalité Virtuelle va affecter l'enseignement.
- Le partage est central. Il faut apprendre par le partage – surtout au niveau des politiques.

### **Session 3 : Collaboration pour l'Innovation et l'Investissement**

La seconde Table Ronde, présidée par le Dr Harold Elletson, rédacteur en chef du Rapport eLearning Africa, s'est demandé comment les gouvernements peuvent collaborer avec les autres acteurs, afin de faciliter l'innovation et encourager l'investissement. Les intervenants ont partagé différents cas de partenariats réussis et discutés les avantages et inconvénients d'approches différentes venant d'autres parties du monde.

#### **Intervenants :**

- Asmaa Hosny, PDG, Egyptian Information Technology Industry Development Agency (ITIDA)
- Günter Nooke, Représentant Personnel pour l'Afrique de la Chancelière Allemande, Angela Merkel; German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)
- Imraan Patel, Directeur-General Adjoint: Socio-Economic Innovation Partnerships, Afrique du Sud, Département des Sciences et Technologies
- Toby Shapshak, Editor, chroniqueur et stratégeste, Stuff Magazine
- Hesham Wahby, cofondateur et PDG, Innoventures



### Observations :

- Davantage doit être fait pour encourager un climat favorable à l'innovation et l'investissement étranger.
- L'Open University (UK) est un exemple d'initiative appuyée par le gouvernement qui a fonctionné. Le but n'était pas simplement de donner une formation enseignante, mais également de permettre aux enseignants d'utiliser la technologie pour se former eux-mêmes.
- Un des rôles importants du gouvernement est de réduire les risques.
- La compétition est une dimension importante de l'innovation.
- Les opportunités n'existent pas simplement pour bâtir des entreprises au service des fortunés, mais aussi à identifier les besoins des personnes pauvres et les aider à les satisfaire.
- Nous avons besoin d'un environnement favorable et d'une volonté d'innovation des gouvernements. Cependant, un problème se pose - « Dans quelle mesure sommes-nous prêt à passer au numérique et embrasser le changement ? »
- L'esprit d'entreprise ne peut pas être enseigné dans les salles de classe ou dans les cours à l'université, mais seulement par l'expérience. Les gouvernements peuvent contribuer à cela en fournissant des fonds et un soutien.
- Pour que l'innovation puisse exister, un certain nombre de choses doivent se produire : nous devons inciter, offrir un soutien – financements, incubateurs, générer de la confiance, des avantages fiscaux, des règles et des lois claires, des infrastructures adaptées, l'établissement de politiques inclusives, un terrain de jeu équitable et une approche multidimensionnelle du secteur privé.
- Le rôle du gouvernement est de se concentrer sur les zones qui ne sont pas, ou pas encore, commercialement viable pour les investissements sectoriels privés, plus que sur les zones dans lesquelles le secteur privé opère déjà, ce qui décourage la compétition et l'investissement.
- L'innovation doit être soutenue par des objectifs clairs et des buts communs.

### Recommandations :

- Les gouvernements, d'Afrique et d'ailleurs, doivent se concentrer sur ce qui peut être fait pour encourager l'innovation et un climat d'investissement plus favorable.
- Une attention particulière doit être donnée aux modèles d'activités pouvant satisfaire les besoins des pauvres et les assister.
- Les gouvernements doivent investir dans des accès internet abordable par tout un chacun, et ce en travaillant de pair avec le secteur privé.
- Nous devons créer des terrains de jeux favorables au développement de systèmes ouverts (open systems) – avec des contenus indépendants des dispositifs.





- Nous ne devons pas négliger les pièces particulières du système éducatif – e.g. les écoles spécialisées.
- Les gouvernements doivent se concentrer sur :
  - ◊ Comment inciter l'innovation de manière attractive.
  - ◊ Comment supporter la mise en place technopôles et encourager l'esprit d'innovation.
  - ◊ Faire en sorte que les innovations se produisent sans entrer en conflit avec des systèmes existants.

*“Comment l'Afrique peut-elle débloquer le potentiel de sa jeune population pour faire de la vision de l'Union Africaine une réalité ? Durant les vingt dernières années, nous avons vu comment les technologies numériques peuvent accélérer le développement et créer de nouvelles opportunités. J'aimerais donc faire une recommandation : Nous devons responsabiliser et éduquer les gens afin qu'ils puissent faire évoluer le secteur des TIC. Et nous devons exploiter le potentiel des technologies numériques pour faciliter l'accès de chacun à une éducation équitable de qualité. Au-delà de l'éducation, des réglementations sectorielles, des infrastructures et une culture ouverte à une numérisation à tous les niveaux sont fondamentaux. ”*

Günter Nooke, Représentant Personnel pour l'Afrique du Ministère Fédéral pour la Coopération Economique et le Développement (BMZ).

## Session 4 : Panel Ministériel

A l'occasion de la session de clôture, présidée par le Dr Maggy Beukes-Amiss, Directrice du Centre pour l'apprentissage ouvert, à distance et en ligne (CODEL) de l'Université de Namibie, un résumé des séances précédentes a été fourni et les ministères ont partagé les meilleurs exemples de politiques d'innovation et d'éducation mises en œuvre avec succès dans leurs différents pays.

### Observations/faits marquants des sessions précédentes :

- Les gouvernements doivent s'assurer que l'éducation du futur s'accorde aux besoins d'une économie numérique de plus en plus globalisé.
- Une question a été soulevée: « les gouvernements doivent-ils imposer ou essayer de créer un climat qui facilite l'innovation et encourage l'investissement ? »
- La clé est la pédagogie, et non la technologie – elle reste simplement un moyen, un outil.
- Nous devons transformer les systèmes d'éducation, comme mentionné précédemment.
- Nous devons nous concentrer sur la mobilité, par exemple la mobilité de contenu/en accès libre depuis n'importe où.
- Nous devons nous concentrer et lever les barrières des infrastructures, de la pauvreté et de l'analphabétisme.







**Recommandations :**

- L'innovation et la créativité vont de pair avec la propriété des droits d'une œuvre : les gouvernements doivent garantir une protection solide de la propriété intellectuelle.
- Nous devons démystifier l'enseignement scientifique par la formation des jeunes cerveaux aux TIC dès les débuts de l'apprentissage.
- Nous devons rationaliser les processus d'entreprise tout en réduisant les procédures bureaucratiques.
- Nous avons besoin d'infrastructures durables et de maintenance pour les retours sur investissement.
- Nous avons besoin d'un nombre suffisant d'ingénieurs et de nous concentrer sur un enseignement scientifique inclusif.
- Nous devons modifier l'accès à l'information en adoptant des solutions infonuagiques (cloud-based).
- Nous devons réfléchir à ce qui vient après l'innovation – mettre en place des technopôles, des centres de formation et engager la commercialisation des idées.
- Nous devons ouvrir les frontières en Afrique afin de favoriser la circulation des idées innovantes entre les pays.

La 9<sup>e</sup> Table Ronde Ministérielle a offert aux participants, qui comptaient des représentants gouvernementaux, des secteurs privés et de l'éducation, la possibilité d'échanger leurs points de vue et d'inventorier les positions des pays Africain sur la route qui mène à 2063. S'il y a eu quelques divergences à propos de certaines politiques ou d'exemples de pratiques exemplaires, une ambiance générale d'optimisme a été constatée ainsi qu'un large consensus concernant les mesures essentielles qui doivent être prises, afin de s'assurer que l'éducation apporte sa contribution à un "continent transformé".